



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE N° 2011I038

Fourniture et livraison et contrôle technique de palplanches métalliques neuves

**Lot n° 1 : Fourniture et livraison de palplanches neuves
profilées à froid**

**Lot n° 2 : Fourniture et livraison de palplanches neuves
laminées à chaud**

Lot n° 3 : Contrôle extérieur de palplanches commandées

**Date et heure limites de réception des offres :
Lundi 01 février 2021 à 17:00**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Modifications du marché	4
Article 2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Interdictions de soumissionner	5
2.4 - Cotraitance	5
2.5 - Sous-traitance	5
2.6 - Variantes	6
2.7 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
Article 3 - Durée du contrat	6
Article 4 - Contenu du dossier de consultation	6
Article 5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire pour la candidature	7
5.2 - Documents à produire pour l'offre	7
Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique	9
Article 7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution du marché	10
7.2.1 - Critères de jugement des offres pour les lots n° 1 et 2	10
7.2.2 - Critères de jugement des offres pour le lot n° 3	12
7.2 - Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public	13
Article 8 - Renseignements complémentaires	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
8.2 - Procédures de recours	14
Article 9 - Annexes	15

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent marché public a pour objet la fourniture et la livraison de palplanches métallique neuves profilées à froid ou laminées à chaud sur l'ensemble du réseau géré par VNF, ainsi que le contrôle de leur qualité (géométrique, mécanique et chimique).

Le présent accord cadre ne s'applique pas pour la commande de palplanches dans les cas suivants :

- Les marchés de conception-réalisation ;
- Marchés de travaux pour lesquels les variantes sont autorisées ;
- Réalisation d'ouvrages provisoires (batardeaux de chantier) ;
- Possibilité de dérogation sur demande pour les ouvrages ponctuels de Génie Civil (écluse, barrage de navigation...).

La description détaillée des prestations et des conditions de leur réalisation sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieux d'exécution :

Le(s) lieu(x) d'exécution du marché sera déterminé en fonction des besoins de VNF dans le périmètre géographique de chaque direction territoriale et de chaque unité opérationnelle de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage. Le(s) lieu(x) de livraison seront précisés dans chaque bon de commande.

1.2 - Mode de passation

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124- 1, R. 2124-2, R. 2161-1 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre est passé à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les montants minimum et maximum des prestations pour la durée totale de l'accord-cadre (reconduction comprise) sont définis comme suit :

N° Lot	Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord-cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre
1	Sans minimum	16 000 000 € HT
2	Sans minimum	32 000 000 € HT
3	Sans minimum	600 000 € HT

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Des quantités estimatives sur la durée de l'accord-cadre, reconduction comprise, sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Le DQE est à compléter par les candidats et servira à l'analyse du critère prix.

1.4 - Décomposition de la consultation

L'accord-cadre est décomposé en trois lots, conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande

publique :

- Lot n° 1 : Fourniture et livraison de palplanches neuves profilées à froid;
- Lot n° 2 : Fourniture et livraison de palplanches neuves laminées à chaud;
- Lot n° 3 : Contrôle extérieur de palplanches commandées.

Il n'est pas prévu de découpage en tranches.

Pour des raisons de conflit d'intérêt les candidats aux lots n° 1 et 2 ne pourront pas soumettre une offre directement et indirectement pour le lot n° 3. Cette interdiction vise à éviter toute influence de la part des acteurs économiques en charge de la prestation de vérification et de contrôle de palplanches fournies dans le cadre des lots n° 1 et 2.

Le candidat qui ne respecte pas cette limitation verra son offre pour le lot 3 déclarée irrégulière et celle-ci ne pourra faire l'objet d'une analyse en bonne et due forme.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot n°	Code CPV	Description
1 et 2	44212400-3	Palplanches
3	71630000-3	Services de contrôle et d'essais techniques

La nomenclature interne est la suivante :

Lot n°	Nomenclature	Libellé
1 et 2	05FE	Palplanches métalliques
3	02SC	Analyses et essais en vue de la délivrance d'une attestation de conformité

1.6 - Modifications du marché

Le marché public pourra faire l'objet de modifications en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le marché public est conclu pour les lots n° 1 et 2 avec une ou deux entreprises et pour le lot n° 3 avec une entreprise, qui peuvent se présenter sous la forme :

- soit d'une entreprise unique,
- soit d'un groupement d'opérateurs économiques.

Sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence et des exigences des articles R. 2142-19 à R. 2142-24 et R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement :

- soit conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public ;

- soit solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Par ailleurs, le mandataire du groupement ou l'un des membres du groupement, ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R. 2142-22 du Code de la commande publique, la forme du groupement après attribution peut être imposée par le pouvoir adjudicateur, si cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. Ainsi, le groupement imposé serait un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Pour apprécier la nécessité d'une telle transformation, VNF tiendra compte des risques engendrés par le niveau de responsabilité des membres du groupement.

2.3 - Interdictions de soumissionner

Pourront être exclues de la procédure de passation du présent marché public, les personnes se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

2.4 - Cotraitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du Code de la commande publique et 3.5 du CCAG-FCS.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Pour rappel, lors de la procédure de consultation, et conformément à la réglementation applicable, la forme du groupement était laissée libre ; toutefois, en cas de groupement conjoint, la forme souhaitée par l'Établissement était un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché ne respectait pas cette exigence, il pouvait se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Établissement tel qu'il est indiqué ci-dessus.

La cotraitance avec une Entreprise Adaptée (EA) ou un Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) ou une EA est possible.

A cette fin, il est possible de rapprocher de M. Hugo MUSZCZAK (hugo.muszczyk@reseau-gesat.com), analyste en achat pour le réseau GESAT.

2.5 - Sous-traitance

Application des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 et L. 2193-1 à L. 2193-14 du Code de la commande publique, et de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et des articles 3.6 et 5.4 du CCAG-FCS.

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent marché public.

La sous-traitance avec une Entreprise Adaptée (EA) ou un Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) ou une EA est possible.

A cette fin, il est possible de rapprocher de M. Hugo MUSZCZAK (hugo.muszczyk@reseau-gesat.com), analyste en achat pour le réseau GESAT.

2.6 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée et le candidat est tenu de présenter une offre apportant une réponse conforme aux documents de la consultation.

2.7 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

Article 3 - Durée du contrat

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

L'accord-cadre est reconductible tacitement une (1) fois pour une durée de deux (2) ans, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

La durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises) ne peut excéder quatre (4) ans.

Article 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes, commun aux trois lots ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, un par lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) un pour les lots 1 et 2 et un propre au lot 3;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), un pour chaque lot ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), un pour chaque lot ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), un pour chaque lot ;
- Les formulaires administratifs DC1, DC2, et la déclaration de sous-traitance (DC4) et leurs notices explicatives.

Le BPU et le DQE sont regroupés au sein d'un même fichier Excel contenant un premier onglet « BPU » et un second onglet « DQE ». **Les candidats ne doivent en aucun cas modifier ces documents.**

Ces pièces sont disponibles gratuitement sur le profil d'acheteur de VNF (plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat PLACE).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier les cahiers des clauses particulières. Ils peuvent néanmoins attirer l'attention du pouvoir adjudicateur sur toute disposition qui leur paraisse devoir être signalée sous forme de questions pendant la consultation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre, notamment les certificats des usines de fabrication situées à l'étranger.

5.1 - Documents à produire pour la candidature

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent :

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr,
 - soit le Document Unique de Marché Européen issu du Règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la commission du 5 janvier 2016, « eDUME » disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/opérateur-economique>).
- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années disponibles	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

5.2 - Documents à produire pour l'offre

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) par lot, complété, daté et signé. Le nom de la personne physique ayant qualité pour représenter l'opérateur économique vis-à-vis du directeur général de VNF pour l'exécution du marché est indiqué dans l'acte d'engagement, <u>celle-ci doit être habilitée à engager l'entreprise et fournir les pouvoirs et les délégations lui permettant d'agir à cet effet.</u>	Oui

Le bordereau des prix unitaires (BPU)* par lot, cadre ci-joint à compléter par le candidat et à remettre en version excel (pas de pdf) non modifié.	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)*, cadre ci-joint à compléter par le candidat et à remettre en version excel (pas de pdf) non modifié	Non
<p>Le mémoire technique (qui sera contractualisé). Ce document précise toutes justifications et observations du candidat. Il décrit en particulier les points permettant de juger l'offre tels que mentionnés à l'article 7.1 du règlement de la consultation. Il contiendra notamment :</p> <p>Pour les lots 1 et 2</p> <ul style="list-style-type: none"> • La description de l'équipement technique, des mesures employées par le fournisseur pour s'assurer de la qualité, et des moyens d'étude et de recherche de l'entreprise. • Le catalogue détaillé des produits, la variété du catalogue doit permettre de proposer des profilés en largeurs diverses (de 400 à 800 mm) et de forme diverses (forme en U ou en Z). • Une note sur la qualité des produits (certificats de conformité établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité). • Des indicateurs concernant la provenance des fournitures. • Une note explicative sur la capacité à justifier les délais de livraison et détailler le processus entre la commande et la livraison (contrôle du matériel, pesée et vérification d'usage...). • Une note et un tableau de calcul (format Excel) détaillant le bilan moyen des émissions de GES d'une tonne de palplanche (par camion et par péniche), entre le site de fourniture de l'acier et un site de livraison considéré au-port de Lille (59). Le bilan doit détailler les émissions aux différents étapes d'acheminement et de production des palplanches, notamment : émissions du transport (par camion et par péniche) entre le site de fourniture de l'acier et le site de transformation en palplanches émissions liées au process industriel de transformation de l'acier en palplanches selon le type de palplanches pour le lot 1 ou 2) ; émissions liées au transport entre le site de production des palplanches et le site de livraison considéré par défaut au-port de Lille (59). Le bilan est réalisé sur l'activité déjà connue du candidat (par exemple moyenne sur une année d'activité). Le bilan devra faire clairement apparaître les hypothèses (notamment le périmètre des produits et flux considérés, les facteurs d'émissions GES (ou CO2équivalent) et distances prises en compte), sources et modes de calcul, et in fine la valeur d'émissions moyennes de GES d'une tonne de palplanche (en kg eqCO2/tonne de palplanche). Le candidat doit compléter le tableau de calcul type fourni. Les émissions sont évaluées en utilisant des facteurs d'émissions au plus proche de la réalité ou reconnus, et conformément aux principes des normes en vigueur, pour le volet transport la norme européenne EN16258:2012 définissant les méthodologies pour le calcul des émissions de gaz à effet de serre des prestations de transport (en attendant la publication du projet de norme internationale ISO/WD 14083) et pour les produits la norme 14067 :2018 relative à l'empreinte carbone des produits. Pour les émissions relatives au transport, le titulaire doit notamment s'appuyer sur les principes, méthodes et valeurs d'efficacité carbone 2019 définis par l'initiative GLEC du Smart Freight Center (Framework for Logistics Emissions disponible en ligne https://www.smartfreightcentre.org/en/downloads/ « GLEC Framework for Logistics Emissions Accounting and Reporting »). On considère pour les émissions du transport les données du réservoir à la roue (Tank to wheel ou TTW). <p>Il est recommandé pour les candidats de compléter le tableau type joint au présent RC (annexe n°2).</p>	Non

Pour le lot 3

- La description de l'équipement technique utilisé pour le contrôle de palplanches ;
- Les agréments pour l'exercice des prestations d'analyse et de contrôle des matériaux ferreux ;
- Une note détaillée de l'équipe mise à disposition pour l'exécution des prestations (compétence, expérience et CV) ;
- Une note explicative sur la méthodologie et l'organisation pour l'exécution des prestations.

* Le BPU, le DQE sont regroupés au sein d'un même fichier Excel contenant un premier onglet « BPU » et un second onglet « DQE ». Le BPU est à compléter par le candidat et les prix proposés par celui-ci dans le BPU sont automatiquement reportés dans le DQE.

Les tableaux Excel (BPU/DQE) ne sont pas modifiables en dehors du complément de la (ou des) colonne(s) prix.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Signature de l'acte d'engagement

Les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement (AE) remis dans leur offre, cependant la **signature de l'acte d'engagement au stade de l'offre est facultative**.

Une signature scannée, l'absence de signature électronique ou de signature manuscrite scannée de l'AE ou l'absence de fourniture des pouvoirs et/ou délégations de signature, ne rendent donc pas l'offre du candidat irrégulière.

Le cas échéant, il sera **demandé à l'attributaire au stade de l'attribution de signer l'Acte d'Engagement** avec une signature électronique ou une signature manuscrite originale, et de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 - Transmission électronique

Les plis devront parvenir à destination au plus tard à la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats ont l'obligation de transmettre leur offre par voie électronique selon les modalités pratiques de transmission décrites en annexe n° 1 au présent Règlement de la consultation.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, selon les modalités prévues en annexe n° 1 au présent Règlement de la consultation.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Article 7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

7.2.1 - Critères de jugement des offres pour les lots n° 1 et 2

Le marché public est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères annoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération
<p>1- Valeur technique</p> <p>Ce critère, noté sur 100 points, sera apprécié sur la base du mémoire technique remis, en prenant en compte les sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ L'organisation opérationnelle mise en place pour satisfaire les commandes et notamment les commandes pouvant être supérieures à 3 000 tonnes, notée sur 50 points ;✓ Le catalogue, notées sur 30 points. Les candidats devront fournir un catalogue énumérant l'ensemble des palplanches qu'ils peuvent proposer pour chaque ligne du BPU qui correspond à la fourniture de palplanches par tranche d'unité (exemple : fourniture de palplanches métalliques profilées froid forme en Z de module M compris entre 600 et 900 cm³/ml de rideau) ;✓ La collecte et enlèvement, notées sur 20 points. Les candidats devront détailler le processus (organisation et moyens humains et matériels) mis en place pour la collecte et l'enlèvement de palplanches (chute de chantier, usagées ou arrachées).	20%
<p>2- Délais de livraison</p> <p>Les délais, noté sur 100 points, seront appréciés par rapport aux délais les plus courts indiqués par les candidats dans leur offre.</p> <ul style="list-style-type: none">• À hauteur de 50 points pour le délai maximal de livraison par camion <p>Les délais seront comparés par application du calcul suivant :</p> $\text{Note} = 50 \times \text{DOPC} / \text{DOJ}$ <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ DOPC : délai de l'offre le plus court✓ DOJ : délai de l'offre jugée <ul style="list-style-type: none">• À hauteur de 50 points pour le délai maximal de livraison par péniche <p>Les délais seront comparés par application du calcul suivant :</p>	20%

<p style="text-align: center;">$\text{Note} = 50 \times \text{DOPC} / \text{DOJ}$</p> <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ DOPC : délai de l'offre le plus court ✓ DOJ : délai de l'offre jugée <p>Chaque note sera ensuite additionnée pour aboutir à un total de 100 points</p>	
<p>3- <u>Prix des prestations</u></p> <p>Le critère « prix », noté sur 100 points, sera apprécié au regard du montant total TTC indiqué dans le DQE.</p> <p>Il sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante, selon les formules suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À hauteur de 60 points au regard des prix portés dans le cadre de comparaison des prix relatif à l'hypothèse n°1 (transport, déchargement et distribution par camion) de tonnage et de transport <p>Les montants seront comparés par application du calcul suivant :</p> <p style="text-align: center;">$\text{Note} = 60 \times \text{MOMD} / \text{MOJ}$</p> <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ MOMD : Montant de l'offre la moins disante. ✓ MOJ : Montant de l'offre jugée. <ul style="list-style-type: none"> • À hauteur de 40 points au regard des prix portés dans le cadre de comparaison des prix relatif à l'hypothèse n°2 (transport, déchargement et distribution par péniche) de tonnage et de transport <p>Les montants seront comparés par application du calcul suivant :</p> <p style="text-align: center;">$\text{Note} = 40 \times \text{MOMD} / \text{MOJ}$</p> <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ MOMD : Montant de l'offre la moins disante. ✓ MOJ : Montant de l'offre jugée. <p>Chaque note sera ensuite additionnée pour aboutir à un total de 100 points</p> <p>La note obtenue sera arrondie à 2 chiffres après la virgule et les arrondis seront traités de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut). - Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès). <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 50 % dans le total de la note finale.</p>	50%
<p>4- <u>Environnement : émissions de gaz à effet de serre</u></p> <p>Ce critère, noté sur 100 points, sera apprécié sur la base de la production d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre émis.</p> <p>Les émissions seront comparées par application du calcul suivant :</p> <p style="text-align: center;">$\text{Note} = 100 \times \text{EGESF} / \text{EGESJ}$</p> <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EGESF : émissions GES moyennes d'une tonne de palplanche (en kgeqCO2/tonne) de l'offre présentant les émissions moyennes les plus faibles 	10%

- EGESJ : émissions GES moyennes d'une tonne de palplanche (en kgeqCO2/tonne) de l'offre jugée	
--	--

7.2.2 - Critères de jugement des offres pour le lot n° 3

Le marché public est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères annoncés ci-dessous avec leur pondération

Critères	Pondération
<p>5- Valeur technique</p> <p>Ce critère, noté sur 100 points, sera apprécié sur la base du mémoire technique remis, en prenant en compte les sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La compréhension du besoin, noté sur 10 points. Ce sous-critère sera apprécié sur la base de la note reformulant le besoin de VNF. Cette note ne devra pas être une simple redite du CCTP. ✓ L'équipement technique utilisé pour le contrôle de palplanche, noté sur 30 points. Ce sous- critère sera apprécié sur la base des matériels et outils utilisés par le candidat pour le contrôle géométrique des palplanches. Le candidat présentera les outils avec lesquels il effectuera les prélèvements des échantillons sur site ainsi que les équipements de laboratoire mis à disposition pour réaliser les essais mécaniques et chimiques sur les échantillons. ✓ L'équipe mise à disposition pour l'exécution des prestations, noté sur 30 points. Ce sous-critère sera apprécié sur la base d'une note rédigée par le candidat présentant l'organigramme et l'organisation opérationnelle de l'équipe proposée. Le candidat détaillera pour chaque intervenant, leur curriculum vitae, leur fonction et spécialité au sein de l'équipe (répartition des tâches) et leur expérience individuelle au regard des besoins de la mission. ✓ La méthodologie et organisation pour l'exécution des prestations, notée sur 30 points. Ce sous-critère sera apprécié sur la base d'une note rédigée par le candidat précisant la méthodologie de travail pour chacune des prestations (contrôle géométriques et contrôle des caractéristiques mécaniques et chimiques) ainsi qu'un rapport type de contrôle de ces contrôles. 	60%
<p>6- Prix des prestations</p> <p>Le critère « prix », noté sur 100 points, sera apprécié au regard du montant total TTC indiqué dans le DQE.</p> <p>Il sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante, selon la formule suivante :</p> $Note = 100 \times \frac{MOMD}{MOJ}$ <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ MOMD : Montant de l'offre la moins disante. ✓ MOJ : Montant de l'offre jugée. <p>La note obtenue sera arrondie à 2 chiffres après la virgule et les arrondis seront traités de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut). - Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès). 	40%

La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 40 % dans le total de la note finale.	
--	--

Pour les lots 1 et 2, la note pondérée sur 20 points pour le critère valeur technique, la note pondérée sur 20 points pour les délais de livraison, la note pondérée sur 50 points pour le critère prix et la note pondérée sur 10 points pour le critère environnemental des prestations seront ajoutées afin d'obtenir la note globale finale.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Pour le lot 3, la note pondérée sur 60 points pour le critère valeur technique et la note pondérée sur 40 points pour le critère prix des prestations seront ajoutées afin d'obtenir la note globale finale.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

Dans le cas où des erreurs manifestement grossières seraient constatées dans les pièces du candidat, ces erreurs seraient rectifiées par VNF après confirmation dudit candidat. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Le candidat ne pourra se prévaloir d'erreurs non décelées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

7.2 - Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public

Le candidat dont l'offre a été retenue ne peut être titulaire du marché public que s'il produit les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants des informations figurant dans la candidature :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2341-1 du Code de la commande publique ;
- Les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
- Un extrait K, Kbis ou D1 ;
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s).



Si le candidat dont l'offre a été retenue ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée.

Les entreprises peuvent désormais obtenir leur attestation de régularité fiscale en ligne sur le site du ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. Les informations nécessaires à l'utilisation du dispositif dématérialisé sont disponibles sur http://www.impots.gouv.fr/portal/deploiement/p1/fichedescriptive_5336/fichedescriptive_5336.pdf

Article 8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, six (6) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres (aucune réponse ne sera communiquée oralement).

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 LILLE CEDEX

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 LILLE CEDEX
Téléphone : +33 3 59 54 23 42
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr

Article 9 - Annexes

ANNEXE N° 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION MODALITES PRATIQUES DE TRANSMISSION DES OFFRES AU FORMAT ELECTRONIQUE

Article 1 - Mode de transmission

1.1. Généralités

Date limite de remise des offres

Les candidats transmettront leur offre impérativement au plus tard à la date et l'heure limites figurant sur la page de garde du présent document.

Modalité de transmission

Pour transmettre leur pli par voie électronique, via la plate-forme des marchés de VNF, les opérateurs économiques devront s'inscrire sur la plate-forme de gestion des marchés publics de VNF PLACE accessible à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si le candidat transmet son offre avec signature électronique de l'Acte d'engagement (non obligatoire), il doit en outre être titulaire d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du soumissionnaire.

1.2. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

En application de la réglementation en vigueur :

- [Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#)

- règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0910&from=FR>,

le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature électronique conforme aux exigences du règlement susvisé, relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.
- 2) à l'outil de signature utilisé, devant produire des jetons de signature ¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

1^{er} cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé (eIDAS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- 1) La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

- 2) Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- 3) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

1.3. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité de demander au candidat des informations visant à la vérification de ce certificat de signature.

2^{ème} cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

Article 2 - Formalisme de la candidature

2.1. Généralités

Les opérateurs économiques doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis.

Le fichier contient les documents demandés au présent règlement de la consultation.

Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Format Word (".doc") (version Word 97 et postérieures) ;
- Format Acrobat (".pdf") (version Acrobat 5 et postérieures) ;
- Format Excel (".xls") (version Excel 97 et postérieures) ;

Ces fichiers seront nommés "nom_fichier.ext" où :

- "nom_fichier" correspond au nom du document
- ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site <https://marches-publics.gouv.fr> et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

2.2. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde, Accord-cadre n°2011I038 - Fourniture, livraison et contrôle technique de palplanches métalliques neuves - lot x ».

Cette enveloppe contiendra les pièces demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé au siège de VNF, à Béthune, au plus tard à la date et l'heure limite de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement de la consultation. Les heures d'ouverture des bureaux sont les suivantes : de 9h00 à 18h00. Si elles sont envoyées par la poste ou par tout moyen permettant de donner une date certaine, parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard à la date et heure limites de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement.

Voies navigables de France - Division des achats

175, rue Ludovic Boutleux CS 30820

62408 Béthune cedex

Copie de Sauvegarde

« PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

Accord-cadre n° 2011I038 - Fourniture, livraison et contrôle technique de palplanches - lot X

Les candidats transmettront leur offre impérativement au plus tard à la date et l'heure limites. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à VNF.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées ci-avant, seront considérés hors délais et ne seront pas retenus.

Pour tout complément d'information ou toute difficulté relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, les candidats sont invités à contacter le service support PLACE de 09h à 19h au 01.76.64.74.07 ou à l'adresse suivante : place.support@atexo.com

ANNEXE N° 2 JOINT AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

TABLEAU EXCEL TYPE CRITERE CARBONNE